



Assemblée générale Conseil de sécurité

Distr.
GENERALE

A/42/132
S/18701

18 février 1987

FRANCAIS

ORIGINAL : RUSSE

ASSEMBLEE GENERALE

Quarante-deuxième session

Points 50, 57, 58, 62, 67 et 74

de la liste préliminaire*

CESSATION DE TOUTES LES EXPLOSIONS

EXPERIMENTALES D'ARMES NUCLEAIRES

PREVENTION D'UNE COURSE AUX ARMEMENTS

DANS L'ESPACE EXTRA-ATMOSPHERIQUE

APPLICATION DE LA RESOLUTION 41/54

DE L'ASSEMBLEE GENERALE RELATIVE

A LA CESSATION IMMEDIATE ET A

L'INTERDICTION DES ESSAIS

D'ARMES NUCLEAIRES

ARMES CHIMIQUES ET BACTERIOLOGIQUES

(BIOLOGIQUES)

EXAMEN DE L'APPLICATION DES

RECOMMANDATIONS ET DECISIONS ADOPTEES

PAR L'ASSEMBLEE GENERALE A SA

DIXIEME SESSION EXTRAORDINAIRE

MISE EN PLACE D'UN SYSTEME GENERAL

DE PAIX ET DE SECURITE

INTERNATIONALES

Lettre datée du 17 février 1987, adressée au Secrétaire général par
le Représentant permanent de l'Union des Républiques socialistes
soviétiques auprès de l'Organisation des Nations Unies

J'ai l'honneur de vous faire tenir le texte du discours prononcé par le Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique, M. Gorbatchev, le 16 février 1987, au Forum international de Moscou pour un monde dénucléarisé, pour la survie de l'humanité.

Je vous serais obligé de bien vouloir faire distribuer ce texte comme document de l'Assemblée générale au titre des points 50, 57, 58, 62, 67 et 74 de la liste préliminaire.

(Signé) A. BELONOGOV

* A/42/50.

ANNEXE

Discours prononcé le lundi 16 février 1987 par le Secrétaire général
du Parti communiste de l'Union soviétique au Forum international
pour un monde dénucléarisé, pour la survie de l'humanité

En fait, depuis que l'être humain a commencé de penser au lendemain, les esprits les plus éclairés de divers pays et peuples n'ont cessé de se pencher sur la question de la destinée du monde et de l'avenir de l'humanité.

Récemment encore, les réflexions portant sur ce thème et les questions connexes étaient considérées comme un jeu de l'esprit, un exercice étranger aux préoccupations quotidiennes du genre humain auquel se livraient les philosophes, les érudits et les théologiens. Toutefois, au cours des dernières décennies, ces problèmes ont pris des dimensions extrêmement concrètes, pour des raisons évidentes.

La mise au point d'armes et de vecteurs nucléaires, puis leur accumulation au-delà de toutes limites raisonnables ont donné à l'être humain les moyens techniques de mettre fin à sa propre existence. Simultanément, l'accumulation dans le monde de matériel social explosif et les tentatives pour continuer à résoudre les problèmes d'un monde totalement changé, par la force et par des procédés datant de l'âge de pierre, rendent probable une catastrophe sur le plan politique. La militarisation de la mentalité et du mode de vie affaiblit, voire écarte totalement, les obstacles moraux qui pouvaient s'opposer au suicide nucléaire.

Nous n'avons pas le droit d'oublier que le premier pas dans cette direction, qui est toujours le plus risqué, a déjà été accompli. L'arme nucléaire a déjà été employée dans la pratique contre des êtres humains, et ce à deux reprises. Il y a des dizaines - je dis bien des dizaines - de cas documentés et reconnus où la possibilité d'employer l'arme nucléaire contre d'autres Etats a été sérieusement envisagée. Ce n'est pas là une critique ni une condamnation, bien que ces plans le méritent largement. J'en parle pour souligner une fois de plus combien l'humanité est proche du point de non-retour.

La première guerre mondiale a bouleversé les contemporains par l'ampleur sans précédent des souffrances et des destructions qu'elle a provoquées, par la cruauté et l'impersonnalité du processus technique d'extermination. Mais aussi horribles qu'aient été les blessures infligées par la première guerre mondiale, la deuxième a battu plusieurs fois tous les "records".

Aujourd'hui un sous-marin stratégique porte un potentiel d'extermination plusieurs fois égal à celui de la deuxième guerre mondiale. Et ces sous-marins, qui se comptent par dizaines, sont loin d'être les seuls systèmes nucléaires. Il est impossible de se représenter l'enfer, la négation de l'idée même de l'être humain qui résulteraient si une partie, aussi infime soit-elle de l'arsenal nucléaire actuel, était utilisée.

Après la deuxième guerre mondiale (comme d'ailleurs après la première), des tentatives ont été entreprises pour instaurer un ordre mondial de nature à empêcher le massacre des peuples de se répéter. Si ces tentatives n'ont pas pleinement justifié les espoirs qu'elles avaient suscités, elle ne sont toutefois pas restées sans lendemain. Ainsi l'Organisation des Nations Unies continue à fonctionner.

Des structures régionales et autres qui n'existaient pas auparavant ont été mises en place pour permettre des contacts interétatiques et publics. Bref, la quête politique se poursuit pour sortir la communauté mondiale du cercle vicieux qui l'a entraîné dans les guerres mondiales.

Après une guerre nucléaire, il ne subsistera aucun problème, personne pour s'asseoir, non pas à la table de négociation, mais autour d'une souche, d'une pierre. Une seconde arche de Noé ne survivra pas au déluge nucléaire. Cela, tous le comprennent sans doute. Mais il importe de reconnaître qu'il n'est plus possible de compter que tout "s'arrangera de lui-même". Il est indispensable, sans plus tarder, d'adapter les relations internationales et la politique des gouvernements et des Etats aux réalités de l'ère nucléaire.

La situation est la suivante : soit la pensée politique répondra aux exigences de l'époque, soit la civilisation et la vie même sur terre risquent de disparaître.

Dans toutes les affaires humaines, et surtout en politique internationale, il ne faut pas oublier un seul instant l'opposition qui prévaut actuellement entre la guerre et la paix, l'existence et l'anéantissement de l'humanité et il faut en temps opportun résoudre cette opposition en faveur de la paix.

Mais pour ce faire il faut mettre en évidence, entretenir et partager les meilleurs enseignements de l'histoire et chercher des conceptions novatrices pour résoudre les problèmes chroniques.

Non seulement le progrès du genre humain mais sa survie même dépendent de notre capacité de trouver en nous la force et le courage de surmonter les menaces que recèle le monde contemporain.

Je crois qu'il y a des raisons d'espérer. Les dernières décennies se sont caractérisées par le fait que, pour la première fois dans l'histoire, l'humanité, et pas seulement certains de ses représentants, commence à se considérer comme une entité, à percevoir les relations globales qui lient l'être humain, la société et la nature, à évaluer les conséquences de ses activités matérielles.

Cette prise de conscience s'est accompagnée d'une action visant à écarter la menace nucléaire. On ne saurait nier qu'elle est devenue une grande école morale et politique où des masses de personnes, des peuples entiers, apprennent l'art difficile mais indispensable de vivre en paix les uns avec les autres, de trouver un équilibre entre les intérêts généraux et les intérêts particuliers, de regarder hardiment et franchement en face le présent et l'avenir, de les comprendre et, ce faisant, de tirer en temps opportun les conclusions qui s'imposent. Votre forum en porte témoignage.

Mesdames, messieurs, camarades,

Avant d'examiner plus en détail le fond de tous ces problèmes, je voudrais, au nom du peuple et du Gouvernement soviétiques, souhaiter cordialement la bienvenue à tous les participants au Forum de Moscou, hommes politiques et journalistes, hommes d'affaires et savants, médecins, personnalités du monde de la culture et des arts, écrivains, représentants de diverses églises.

Nous apprécions hautement le fait qu'un forum de ce type ait été organisé et qu'il réunisse un si grand nombre de personnalités célèbres et influentes venues des quatre coins du globe. Nous comprenons que chacun a des obligations et des occupations qu'il a reportées pour parcourir des milliers de kilomètres afin de manifester ses préoccupations et ses inquiétudes, partager ses pensées avec des personnes que les mêmes problèmes agitent.

Ce seul fait est très significatif, car les participants au Forum représentent les diverses couches de la population et sont originaires de dizaines d'Etats de tous les continents.

Ce forum est le véritable reflet de l'opinion publique internationale.

Le peuple soviétique comprend et partage les idées qui y sont avancées, ainsi que les préoccupations et les considérations qui vous ont amenés ici. C'est précisément dans cet esprit que je m'adresse encore une fois à vous pour vous souhaiter la bienvenue et vous remercier du travail que vous avez accompli au cours de ces journées. Mon sentiment est que la voix de ce forum, et donc la voix de chacun d'entre vous, ne restera pas sans écho.

Il importe beaucoup que les idées du Forum et son esprit même soient entendus de l'ensemble du public et des milieux politiques, et il importe davantage encore que les traduisent en actes ceux-là mêmes qui sont placés à la tête des Etats. Telle est, si je le comprends bien, la position de toutes les personnes réunies ici, dans le Grand Palais du Kremlin. Quoi qu'il en soit, le Gouvernement soviétique accordera toute l'attention requise à ce qui a été dit dans ce forum. Comment pourrait-il en être autrement, quand ces idées concernent l'essentiel, à savoir les moyens de sauvegarder l'avenir de l'humanité?

J'ai des observations à faire sur les questions qui ont été examinées au sein de ce forum, et je voudrais vous présenter le point de vue de notre gouvernement. Mais tout d'abord je souhaite appeler votre attention sur les considérations suivantes.

Vous êtes venus en Union soviétique à un moment où s'y déroulent des transformations, de nature révolutionnaire, des transformations qui ne sont pas seulement extrêmement importantes pour notre société, mais aussi pour l'ensemble de la communauté socialiste et pour le monde entier. On ne peut se faire une idée juste de notre politique extérieure que si l'on a compris la teneur, le sens et les objectifs de ces transformations. Je le déclare sans fard devant mon peuple, devant vous et devant le monde entier : notre politique extérieure est plus que jamais déterminée par notre politique intérieure et par notre souci d'oeuvrer efficacement à l'amélioration de notre pays. C'est précisément pourquoi nous avons besoin d'une paix durable ainsi que de relations internationales dont l'évolution est prévisible et positive.

On dit souvent - et nous l'entendons dire encore - que l'URSS constitue une prétendue menace, qu'une "menace soviétique" pèse sur la paix et la liberté.

Eh bien, la restructuration que nous avons entreprise sur une si grande échelle, et qui est irréversible, le montre à tous : voilà à quoi nous voulons affecter nos ressources, voilà ce que nous visons, voilà quels sont en réalité nos programmes et nos projets, voilà ce à quoi nous entendons consacrer l'énergie intellectuelle de notre société.

Notre intention principale est de permettre au potentiel du socialisme de donner toute sa mesure en faisant jouer l'ensemble des forces de la nation. Pour cela, il faut que fonctionnent pleinement et correctement tous les organes sociaux et étatiques, toutes les unités de production et associations artistiques, il faut que la population puisse se consacrer à de nouvelles formes d'activités et que renaissent celles qui ont été oubliées à tort. Bref, il faut une démocratisation profonde de toute la vie de notre société, et c'est essentiellement cette démocratisation qui garantit le caractère irréversible des processus qui ont été lancés. Nous voulons renforcer le socialisme, et donc la démocratie.

C'est ainsi que nous poursuivons actuellement l'oeuvre commencée avec notre grande révolution. Et notre peuple accueille cette initiative avec enthousiasme.

Pour prévenir tout faux bruit et toute spéculation (et nous en entendons souvent en Occident) je tiens à souligner que nous procédons à ces transformations en pleine conformité avec notre option socialiste, sur la base de l'idée que nous nous faisons des valeurs sociales, et en fonction des critères propres au mode de vie soviétique. C'est à l'aune socialiste et pas à une autre que nous mesurons nos succès et nos échecs.

Mais nous voulons être compris, et nous espérons que l'ensemble de la communauté internationale reconnaîtra enfin que personne n'aura à pâtir des améliorations que nous voulons apporter à notre pays, et que le monde a au contraire tout à y gagner.

Sur le plan international, la restructuration consiste à inviter les autres systèmes sociaux à se lancer dans une compétition pacifique avec le socialisme. Pour notre part, nous saurons prouver par notre action que pareille compétition peut servir la cause du progrès universel et de la paix dans le monde. Mais pour que cette compétition prenne des formes civilisées et dignes de l'humanité du XXI^e siècle, il faut une nouvelle mentalité, il faut sortir de l'état d'esprit, des stéréotypes et des dogmes hérités d'un passé définitivement révolu.

Le problème d'un nouveau mode de pensée occupe lui-même depuis fort longtemps notre société et les dirigeants soviétiques. Nous y avons mûrement réfléchi. Nous avons formulé des critiques, notamment à notre adresse, nous nous sommes posé des questions ardues, avant de voir les choses telles qu'elles sont actuellement et de nous convaincre que dans le monde complexe et contradictoire d'aujourd'hui, qui se trouve à un carrefour, il est nécessaire d'adopter de nouvelles approches et de nouvelles méthodes pour résoudre les problèmes internationaux.

Nous sommes parvenus à des conclusions qui nous ont obligés à réexaminer un point qui passait auparavant pour axiome. En effet, depuis Hiroshima et Nagasaki, la guerre mondiale a cessé d'être considérée comme la poursuite de la politique par d'autres moyens. Dans un conflit nucléaire, les responsables de cette politique eux-mêmes seront réduits en cendres.

Nous nous sommes profondément pénétrés de la notion que l'accumulation et le perfectionnement des armes nucléaires ont dépouillé le genre humain de son immortalité. Il ne peut la recouvrer qu'après avoir anéanti ces armes.

Nous avons refusé de reconnaître aux dirigeants d'un pays quelconque - l'URSS, les Etats-Unis ou tout autre - le droit de condamner l'humanité à mort. Nous ne sommes pas des juges et des milliards d'êtres humains ne sont pas des criminels qu'il faut punir. C'est pourquoi il est nécessaire de détruire la guillotine nucléaire. Il faut que les puissances nucléaires dépassent l'ombre nucléaire qu'elles projettent pour entrer dans un monde dénucléarisé et que par là même qu'elles cessent de dissocier la politique des normes universelles de la morale.

Un ouragan nucléaire balayera les socialistes comme les capitalistes, les justes comme les pécheurs. Est-ce là une éventualité moralement acceptable? Nous, communistes, ne le croyons pas.

On peut dire que nous avons découvert péniblement un nouveau mode de pensée, dont la fonction est de combler l'écart qui existe entre la pratique politique et les normes éthiques universelles.

Au Congrès du Parti, instance suprême de la société soviétique, nous avons exposé l'an dernier notre vision du monde, notre conception philosophique de son présent et de son avenir. Mais nous ne nous sommes pas limités à proclamer notre doctrine théorique. Nous avons élaboré sur cette base une plate-forme politique concrète pour un système universel de sécurité internationale. Il s'agit précisément d'un système qui repose sur le principe qu'on ne saurait édifier sa propre sécurité aux dépens de la sécurité d'autrui et qui établit un lien organique entre ses principaux domaines : militaire, politique, économique et humanitaire.

Dans les domaines militaire et politique, nous avons présenté un programme d'élimination des armes nucléaires d'ici l'an 2000. Il a été proclamé au nom du peuple soviétique voici 13 mois, le 15 janvier 1986. Et nous sommes convaincus que cette date aura sa place dans l'histoire de la lutte menée pour sauver la civilisation de l'anéantissement.

Plus tôt encore, nous avons proposé de suspendre toutes les explosions nucléaires et prolongé à plusieurs reprises notre moratoire unilatéral. C'est nous qui avons avancé l'idée du Sommet de Reykjavik, auquel nous avons présenté des initiatives qui, si l'autre partie y avait répondu, auraient marqué la fin de la course aux armements et un tournant radical vers le désarmement et la suppression de la menace nucléaire. De concert avec nos alliés, nous avons pris des dispositions hardies et de grande portée concernant la question des mesures de confiance et de la réduction des armements classiques et des forces armées en Europe. Nous nous sommes déclarés prêts à abolir complètement les armes chimiques.

A Vladivostok, nous avons invité les pays de la région de l'Asie et du Pacifique à rechercher collectivement la sécurité pour tous et pour chacun dans cette région du monde immense et en plein essor, et à instaurer une coopération mutuellement avantageuse et fondée sur l'égalité. Nous avons signé la Déclaration de Delhi, dans laquelle notre conception philosophique et politique de l'édification d'un monde dénucléarisé et non violent s'allie à celle du grand pays qu'est l'Inde et des milliards d'êtres humains représentés par le Mouvement des pays non alignés.

Partisans résolus d'un nouvel ordre économique mondial, nous avons formulé et soumis à l'examen de tous le concept de sécurité économique internationale.

Enfin, nous avons rendu publique notre nouvelle approche des problèmes humanitaires, qui figurent dans la "troisième corbeille d'Helsinki". Et je dois décevoir ceux qui pensent que ces propositions, cette attitude, sont l'effet des pressions que l'Occident exerce sur nous, que nous voulons nous concilier les bonnes grâces de quelqu'un, en poursuivant certains motifs secrets. Non, il faut y voir le fruit du nouveau mode de pensée.

Nous nous efforçons ainsi de traduire dans tous les domaines notre vision philosophique du monde en une politique pragmatique et en actions concrètes.

De toute évidence, c'est seulement dans un climat de confiance que pourra s'édifier et se consolider le nouvel édifice de la sécurité internationale. Il ne sera pas aisé d'y parvenir, nous en sommes bien conscients. Et ce n'est pas à nous qu'il incombe de faire tout le chemin bien que nous ayons, comme notre histoire en témoigne, plus de motifs que d'autres d'être méfiants.

Je ne vais pas engager une polémique à ce propos. Je tiens simplement à constater que chacun voit dans la carence de la nouvelle mentalité l'expression d'un manque de confiance. Je ne vais pas examiner ici les raisons qui, sur un plan plus large, sont à l'origine de cette situation, bien qu'il y ait beaucoup à dire à ce sujet. Il faut maintenant nous tourner vers l'avenir et ne pas être les esclaves du passé.

C'est par l'expérience acquise dans la coopération, une meilleure connaissance mutuelle et le règlement des problèmes communs qu'il faut instaurer la confiance. C'est une erreur de principe que de déclarer que la confiance doit venir d'abord et que tout le reste (désarmement, coopération et projets communs) suivra. La confiance, sa création, sa consolidation et son développement doivent être le fruit d'un effort conjoint. C'est la seule manière rationnelle de procéder.

Je réaffirme que chacun doit commencer par lui-même. Ce dont les relations internationales ont grand besoin en ce moment, ce n'est pas que l'on s'érige en juge suprême du monde entier, mais qu'on respecte autrui et que l'on considère de manière impartiale et critique sa propre société.

L'un des principaux résultats de l'effort de restructuration qui se déroule actuellement en Union soviétique réside dans le renforcement général et universel de la confiance dans notre société. Cela consolide notre conviction qu'il est également possible de faire régner la confiance - cet élément indispensable - dans les relations internationales.

Cette nouvelle façon de penser a encore beaucoup de mal à s'introduire dans la politique mondiale. La confiance progresse à pas très lents. Et, à mon avis, c'est pour cette raison que gagne du terrain l'idée qu'il ne faut pas laisser aux seuls hommes politiques le soin de s'occuper de la plus grande cause de notre temps. Ils ne sont pas les seuls à être concernés. Nous assistons en ce moment, du reste, à la naissance et au développement d'un mouvement de masse mondial qui regroupe des savants, des intellectuels de diverses professions, des personnalités

religieuses, des femmes, des jeunes, des enfants (de plus en plus nombreux), et même d'anciens soldats et généraux, qui savent bien ce que sont les armes modernes. C'est là le résultat d'une prise de conscience de plus en plus vive de la situation du monde, de la gravité de la menace qui pèse aujourd'hui sur lui.

Je suis convaincu que votre forum marque une étape importante dans le développement du mouvement de masse pour un monde dénucléarisé et pour la survie de l'humanité. Je me félicite de la contribution qu'il apporte.

Je voudrais également dire quelques mots de la réunion de Reykjavik. Loin d'être un échec, cette réunion a été une percée. Il ne s'agissait pas simplement d'une nouvelle série de négociations mais d'un moment de vérité qui a permis d'entrevoir la possibilité grandiose de s'engager sur la voie menant à un monde exempt d'armes nucléaires.

Si la réunion de Reykjavik a suscité une telle réaction dans le monde entier, c'est parce que nous y avons abordé la question de la réduction des arsenaux nucléaires dans une optique totalement nouvelle, comme un problème politique et psychologique et non seulement militaire et technique. Et nous avons presque trouvé la solution. Comment faire pour éliminer ce "presque" qui nous a empêchés d'atteindre notre objectif final à Reykjavik?

Je ne vais pas discuter ici la question de savoir pourquoi notre succès n'a pas été total. J'espère que vous connaissez notre vue sur la question. Ce que je tiens à déclarer, c'est qu'à un certain moment, les deux parties ont convenu à Reykjavik de réduire radicalement leurs arsenaux nucléaires pour les éliminer totalement par la suite. Elles ont quasiment reconnu que les armes nucléaires ne pouvaient plus garantir efficacement la sécurité.

Ce qui s'est produit à Reykjavik a changé irrévocablement le caractère et l'essence même des débats sur l'avenir du monde. Il s'agit là d'une constatation politique importante. Certains ont toutefois été effrayés par les nouvelles possibilités qui s'offraient et s'efforcent de revenir en arrière. En dépit de tous leurs efforts, ils n'y parviendront pas. Je suis convaincu que l'humanité peut se libérer du carcan des armes nucléaires et j'espère qu'elle y parviendra bientôt. Mais cela ne se fera pas sans une lutte, une dure lutte.

Notre nouvelle philosophie politique vise à élever la civilisation à un niveau qualitatif nouveau. Ce fait, à lui seul, montre qu'il ne s'agit pas d'un ajustement ponctuel de notre position mais d'une nouvelle démarche que nous avons adoptée dans les affaires internationales.

Il n'y a probablement personne dans cette salle ou ailleurs qui considère que les armes nucléaires sont inoffensives. Néanmoins, un nombre non négligeable de personnes pensent sincèrement que c'est un mal nécessaire pour prévenir un mal plus grand, à savoir la guerre. C'est la thèse qui se trouve à la base de la doctrine de la dissuasion nucléaire.

Permettez-moi, à cet égard, d'appeler votre attention sur les faits suivants.

Premièrement, même si nous nous en tenons à cette doctrine, il faut admettre que la "garantie nucléaire" n'est pas totalement efficace et qu'elle n'est pas illimitée. Elle peut à tout moment se transformer en un arrêt de mort pour l'humanité. Plus les arsenaux nucléaires s'accroissent, plus les chances se réduisent de pouvoir les "maîtriser". La dispersion des armes nucléaires, la création de systèmes de plus en plus perfectionnés, le fait que les transports s'effectuent à une échelle de plus en plus grande et le risque constant d'erreurs techniques, de défaillances humaines ou de malveillance sont autant d'alias qui mettent en péril la survie de l'humanité.

Deuxièmement, si nous considérons la doctrine de la dissuasion sous un angle différent, nous voyons qu'il s'agit, en fait, d'une politique basée sur l'intimidation. Or, chaque type de comportement possède sa logique interne. Lorsque la menace constitue un moyen politique, il est naturel de souhaiter que chaque menace soit prise au sérieux. A cette fin, il faut de temps à autre prendre des mesures à l'appui de ces menaces. Dans le cas qui nous occupe, il s'agit de mesures d'ordre militaire. La conclusion qui s'impose, c'est que la politique de dissuasion, envisagée dans une perspective historique, ne réduit pas le risque de conflits militaires, mais au contraire l'accroît. Néanmoins, même après Reykjavik, d'aucuns continuent à se cramponner à cette doctrine.

Les partisans de cette doctrine sont le plus souvent ceux-là mêmes qui sont enclins à nous faire la morale. Mais eux-mêmes, comment se situent-ils du point de vue de cette morale contemporaine? Ils sont convaincus - et ils ne s'en cachent pas - que le dialogue et les relations avec autrui ne sont possibles que sur la base de la menace, de la force et de la possibilité constante de l'emploi de la force. Quelle serait notre réaction si nous rencontrions ces personnes dans la rue? Pourquoi donc ces normes, dont on s'accorde depuis longtemps à reconnaître qu'elles sont absurdes s'agissant des rapports entre individus, continuent-elles d'être considérées - et par des dirigeants qui passent pour éclairés - comme si naturelles dans les relations entre Etats?

Troisièmement. Dans les entretiens sur le désarmement, on entend constamment, cet argument : l'homme aurait une tendance innée à la violence et à la guerre, tendance qu'il serait impossible de réprimer.

Qu'en conclure? La guerre serait-elle le compagnon inévitable de l'homme? L'apparition, la mise au point et l'accumulation de moyens toujours plus modernes de destruction de l'homme seraient-elles inéluctables?

Il est impossible de se ranger à de telles vues. Elles rappellent les temps où l'on inventait et l'on utilisait des armes de plus en plus perfectionnées pour subjuguier d'autres peuples et les réduire en esclavage ou tout simplement pour les dévaliser. Ce passé ne peut servir de justification à l'avenir et encore moins de modèle. L'homme, au seuil du XXI^e siècle, possède de vastes connaissances et voit s'ouvrir à lui d'énormes possibilités. C'est justement pourquoi il doit reconnaître la nécessité d'un monde démilitarisé. Nous estimons qu'un tel monde est possible et nous ne ménagerons aucun effort pour faire aboutir cette entreprise qui représente sans doute l'effort social le plus ambitieux qu'on ait jamais mené dans le monde contemporain.

La question de la dissuasion nucléaire présente un autre aspect encore : en politique, il ne faut pas négliger le problème de la distinction entre le rationnel et l'irrationnel, surtout dans notre monde complexe où le contenu même de ces notions dépend très étroitement des particularités de l'expérience historique des peuples, des différences très importantes qu'ils présentent dans leurs cultures politiques, leurs traditions et de nombreux autres domaines. Il est très difficile de trouver un commun dénominateur qui serait universellement considéré comme rationnel. D'où cette vérité irréfutable : plus il y a d'armes nucléaires, plus grande est la probabilité d'un incident fatal.

Et pourtant, on continue de mettre au point des armes encore plus puissantes et perfectionnées, ou, comme on les appelle non sans cynisme, des armes "exotiques".

Le caractère unique - je dirais même dramatique - de la situation fait ressortir le danger d'une extension de la course aux armements à l'espace. Si cela devait se produire, c'est l'idée même du contrôle des armements qui serait compromise. La méfiance, la suspicion mutuelle et la tentation d'être le premier à déployer des systèmes sans cesse modernisés s'en trouveraient accrues. Cela, il me semble, même le moins versé dans les questions militaires peut le comprendre. La déstabilisation deviendrait un fait et prendrait un caractère de crise. Le risque de déclenchement accidentel d'une guerre serait immédiatement décuplé.

Nous regrettons que la poursuite des essais par les Etats-Unis rende inopérant notre moratoire. Celui-ci n'a cependant pas été vain.

Par ce moratoire, nous avons montré qu'il est tout à fait possible de ne pas procéder à des essais nucléaires, à condition d'en avoir la volonté politique.

Devant un auditoire aussi compétent, je tiens à répondre ceci à M. Lawn, qui nous a invités à prolonger notre moratoire : l'Union soviétique ne renoncera pas à son objectif qui est de mettre un terme aux essais nucléaires et d'obtenir d'abord une nette réduction des stocks d'armement nucléaire, puis leur élimination.

A cet égard, je voudrais maintenant dire un mot des passions qui se sont déchaînées ces derniers jours autour du déploiement d'une première phase de l'Initiative de défense stratégique. Les partisans de cette mesure insistent sur une "interprétation élargie" du Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques. Alors que se déroulent des débats sur ce thème à Washington même et que les alliés de l'OTAN en discutent, le Gouvernement américain, soulignons-le, a déjà proposé officiellement à Genève de légitimer cette interprétation. Si bien que, dans le cas présent, ces discussions ne servent pas à sonder l'opinion publique. Cela ressemble à s'y méprendre à de la Realpolitik. Et il faut s'en inquiéter : il s'agit en fait de saper le Traité. Dès l'origine, en effet, l'intention politique et même, si l'on veut, philosophique, du Traité, était d'obtenir la stabilité par l'absence de défense antimissile et par là même de faire cesser la compétition continue entre le "bouclier" et le "glaive" particulièrement dangereuse à l'ère nucléaire. Si l'on en est venu à ce traité, c'est à la suite d'interminables discussions auxquelles ont participé les esprits les plus brillants, qui étaient en mesure d'évaluer la situation. A l'époque, les Etats-Unis ont reconnu le bien-fondé du Traité. Et maintenant, avec leur interprétation élargie, ils veulent détruire cet indispensable frein à la course aux armements.

Le Traité annulé, la course aux missiles nucléaires prendra de nouvelles dimensions et se doublera d'une course aux armements dans l'espace, dont je viens de vous décrire les inévitables conséquences.

En novembre 1985, à Genève, le Président Reagan et moi-même nous sommes engagés à : "prévenir la course aux armements dans l'espace et mettre fin à celle qui se poursuit sur la Terre, limiter et réduire les armes nucléaires et renforcer la stabilité stratégique". Cet engagement figure dans la déclaration commune signée à Genève. En cassant le Traité concernant la limitation des systèmes antimissiles balistiques, le Gouvernement des Etats-Unis ne respecte ni cet engagement, ni la signature apposée par les Etats-Unis il y a 15 ans au bas de ce Traité, qui devait rester en vigueur indéfiniment.

Dans la situation actuelle, il convient d'encourager le respect et le renforcement du droit international et non pas de le saper en détruisant les éléments clefs.

Il est une question qui nous préoccupe actuellement : pourquoi tels ou tels pays croient-ils avoir le droit d'inventer et de mettre au point de nouveaux systèmes d'armements, et qui plus est d'armements menaçant d'autres peuples et Etats, même lorsqu'ils ne sont ni déployés ni utilisés? Ce problème sort du cadre de la souveraineté nationale. Il revêt une dimension internationale.

Autre problème : à l'heure actuelle, la souveraineté des Etats s'étend à l'espace aérien délimité par leur territoire. Les Etats ont le droit incontestable de le défendre contre toute intrusion. Mais le danger qui viendra de l'espace extra-atmosphérique où l'on veut maintenant introduire des armes, sera bien plus grand. Ces projets sont une tentative de créer un nouvel instrument de chantage dirigé, contre des Etats indépendants. N'est-il donc pas temps de poser en termes de droit international la question de l'interdiction du déploiement dans l'espace d'armes menaçant les habitants d'autres pays?

Je voudrais maintenant évoquer une autre réalité essentielle de notre époque, qui exige elle aussi une réflexion nouvelle. Je pense à la diversité étonnante du monde dans lequel nous vivons, diversité qui va de pair avec une interdépendance et une intégration croissantes. Notre monde est uni non seulement par l'internationalisation de la vie économique et la puissance des moyens d'information et de communication, mais aussi par le danger commun à toute l'humanité de l'anéantissement nucléaire, de la catastrophe écologique et de l'exacerbation des contradictions sociales entre riches et pauvres.

A l'heure actuelle, la communauté internationale est constituée d'une mosaïque d'Etats qui ont une histoire, des traditions, des coutumes et des structures différentes. Chaque pays, chaque peuple a sa propre vérité, ses propres intérêts nationaux, ses propres aspirations. C'est une réalité essentielle du monde actuel, qui n'existait pas il y a 30 ou 40 ans, une réalité qui a sa source dans la décision qu'ont prise les peuples eux-mêmes en choisissant telle ou telle voie pour leur développement national.

Mais certains hommes politiques n'ont manifestement pas su comprendre et interpréter les changements irréversibles associés à ce processus. Tout comme dans le domaine des armements nucléaires, ils vivent avec les schémas du passé.

La solution là encore, serait de réduire et de combler le fossé qui existe entre une vision dépassée de l'histoire et la prise de conscience des nouvelles réalités, la compréhension de l'actualité et de ses conséquences. Il n'est pas encore trop tard.

L'attitude qui consiste à considérer le monde comme sa propriété privée, à affirmer arbitrairement que telle ou telle zone est "d'intérêt vital" existe encore de nos jours. Elle stimule d'ailleurs la course aux armements parce qu'elle découle de la politique de force - sans laquelle on ne peut imposer sa domination politique et économique. On reconnaît là les stéréotypes associés aux conceptions anciennes, lorsqu'on trouvait "légitime" d'exploiter les autres peuples, de s'approprier leurs ressources et de régler leur destin à leur place.

A quoi conduit cette vision des choses? A une extension des conflits régionaux. Les foyers de haine s'enflammeront. Ils s'étendent déjà dangereusement et les intérêts d'un nombre croissant d'Etats sont directement ou indirectement affectés. Les conflits régionaux ont des répercussions très sensibles sur la situation internationale en général. Qu'il s'agisse de guerres déclarées ou non, des individus meurent sur les champs de bataille, au front et à l'arrière. Des pays exposés au plus cruel dénuement et souffrant d'une famine généralisée sont à présent pris dans le tourbillon d'une course aux armements ruineuse.

Trouver une solution aux conflits régionaux est un impératif de notre époque. Notre façon d'envisager ce problème ressort des initiatives que nous avons prises au Proche-Orient - l'une des régions les plus sensibles du globe. Là, s'enchevêtrent les intérêts de nombreux Etats, et pas seulement ceux des Arabes et d'Israël. C'est un carrefour de l'histoire, des religions, des cultures. C'est bien pourquoi, nous adoptons une approche extrêmement responsable, prudente, je dirais même délicate, au lieu d'exercer des pressions, de pratiquer la guérilla ou de brandir constamment la menace du recours à la force.

Notre position est qu'il faut rechercher ensemble une solution. Cela vaut également pour la guerre entre l'Iran et l'Iraq, la crise en Amérique centrale, le problème afghan, l'Afrique australe et l'Indochine. L'essentiel est de respecter scrupuleusement le droit des peuples à choisir leur propre destin en s'abstenant de toute ingérence dans les affaires intérieures d'autres Etats.

Nous sommes opposés à la rupture artificielle des liens créés par un processus historique. Mais la justice exige qu'on réglemente les activités économiques internationales pour interdire l'exploitation des pauvres par les riches. Peut-on en effet vivre tranquillement dans un monde où les trois quarts des pays sont insolvables et où une poignée d'Etats se comportent comme des usuriers tout puissants à leur égard? En se perpétuant, cette situation risque de provoquer une explosion sociale qui pourrait même détruire notre civilisation.

La logique de l'interdépendance et de l'intégration mondiale exige un règlement politique équitable des conflits régionaux tout comme si elle doit présider à la solution des autres problèmes mondiaux que sont l'alimentation, l'écologie, l'énergie, l'alphabétisation universelle, l'enseignement et la santé.

Notre monde souffre aussi d'un autre terrible fléau : le terrorisme. Mais, comme je l'ai déjà indiqué récemment, si on essaie de le neutraliser par le biais du terrorisme d'Etat, le crime commis contre l'humanité sera encore plus grand. Cette "méthode" est encore plus meurtrière et elle sacrifie de surcroît le droit international, la souveraineté des Etats, sans parler de la morale et de la justice. Elle crée un cercle vicieux de la violence et du sang et contribue à aggraver la situation générale.

Nous l'avons dit à l'ONU et dans d'autres forums internationaux, mais je tenais à le confirmer une fois encore aujourd'hui : nous sommes prêts à nous associer à la lutte contre toutes les formes de terrorisme.

Tous les problèmes que je viens d'évoquer sont importants, mais ce cap une fois franchi, nous venons d'ouvrir les nouvelles horizons de la civilisation. Les rapports de dépendance qu'ils entretiennent les uns avec les autres ne sont cependant pas les mêmes : sans l'arrêt de la course aux armements, aucun des autres problèmes ne pourra être véritablement réglé.

L'Union soviétique et ses habitants se considèrent comme partie intégrante de la communauté internationale. Les craintes de l'humanité sont les nôtres, ses épreuves, ses espoirs sont nos épreuves et nos espoirs.

Avec toutes nos différences, nous devons apprendre ensemble à préserver la grande famille humaine.

Lors de notre rencontre à Genève, le Président des Etats-Unis a déclaré qu'au cas où notre planète se trouverait menacée par une invasion d'extra-terrestres, les Etats-Unis et l'Union soviétique unirait leurs forces pour refouler l'agresseur. Je ne discuterai pas cette hypothèse; il me paraît prématuré à l'heure actuelle de s'inquiéter d'une pareille éventualité. Mieux vaut nous occuper des problèmes qui ont déjà envahi notre commun univers terrestre. Mieux vaut nous convaincre de la nécessité d'écartier le danger nucléaire et reconnaître qu'aucun toit, sur la terre pas plus que dans l'espace, ne nous abritera d'un orage nucléaire.

Notre idée de créer un système universel de sécurité internationale et toutes nos initiatives montrent clairement que l'Union soviétique a l'intention et la volonté de renoncer à son statut de puissance nucléaire et de réduire à l'essentiel tous les autres armements.

L'URSS n'exige rien pour elle-même qu'elle refuserait à d'autres; en matière de sécurité, elle ne revendique pas le moindre avantage sur les Etats-Unis, par exemple. Elle n'en acceptera pas pour autant un statut inférieur ou inégal.

Voyez toutes nos propositions. Nous n'avons jamais cherché à exclure du champ des négociations l'une quelconque de nos armes. Notre position est simple : il faut limiter et réduire tous les armements, et pour ce qui est des armes de destruction massive, aller jusqu'à leur élimination totale. C'est là notre ferme conviction. Là où il y a déséquilibre, il convient de le redresser. Pas en rajoutant de nouvelles armes, mais en supprimant celles qui sont en surnombre. La progression vers l'objectif historique qu'est la démilitarisation de la planète se

fera naturellement par étapes. A chacune de ces étapes, il faudra respecter les intérêts de chacun et veiller à ce que la réduction progressive des armements jusqu'à un niveau raisonnable se fasse de façon équilibrée. Chacun doit s'en convaincre et l'admettre : réclamer la parité des moyens de s'anéantir mutuellement plusieurs fois est une folie et une absurdité.

Il importe à notre avis en réduisant le niveau d'affrontement militaire, de mettre en oeuvre des mesures propres à réduire, ou mieux, à exclure tout à fait, la possibilité d'une attaque surprise; il faut retirer de la zone de démarcation les armements offensifs les plus dangereux. Il faudra bien entendu pour cela que les doctrines militaires aient un caractère strictement défensif.

J'ai déjà eu l'occasion de dire que, à l'heure où l'on envisage de prendre d'importantes mesures de désarmement véritable, des mesures qui touchent à un domaine extrêmement sensible puisqu'il s'agit de la sécurité nationale, l'Union soviétique prônera le système de contrôle et de vérification le plus rigoureux, notamment au niveau international. Il faut pouvoir être absolument certain que chacun respecte ses obligations. Ne pourrions-nous considérer l'expérience soviéto-américaine de Semipalatinsk comme le prototype d'un tel contrôle?

Le problème de la vérification comporte un autre aspect. On sait que les Etats-Unis possèdent de nombreuses bases militaires sur le territoire d'autres pays. Nous aimerions y avoir accès afin de nous assurer qu'on ne s'y livre à aucune activité interdite aux termes de tel ou tel accord. Il faudra évidemment pour ce faire obtenir la coopération des Etats sur le territoire desquels ces bases sont situées.

Ce qui serait encore mieux, ce serait de reprendre l'idée déjà ancienne d'éliminer les bases étrangères et de rapatrier les troupes, ce qui s'applique également à nous. Nous avons d'ailleurs déjà fait les premiers pas dans ce sens. En accord avec nos amis mongols, nous procédons, comme vous le savez, au retrait d'une partie de nos troupes basées en République populaire mongole. Nous avons déjà retiré six régiments d'Afghanistan et nous rappellerons le reste de nos troupes le plus tôt possible. Mais le règlement de cette question exige aussi des concessions de la part des Etats-Unis et des voisins de l'Afghanistan, ainsi qu'un effort international.

Nous n'avons pas la prétention de détenir la vérité absolue. Nous accueillons favorablement les propositions d'autres pays, de partis politiques, d'organisations sociales, et même de simples particuliers. L'Union soviétique a soutenu l'idée de créer un couloir exempt d'armes nucléaires au centre de l'Europe et des zones dénucléarisées en Europe du Nord, dans les Balkans, dans le Pacifique sud et dans d'autres régions. Nous sommes prêts à examiner toutes propositions afin de rechercher la solution la meilleure qui convienne à chacun.

Chers hôtes, camarades,

On a lancé au cours de ce forum l'idée intéressante et généreuse, de créer un "fonds pour la survie de l'humanité" dans le cadre duquel on pourrait discuter ouvertement des problèmes de la prévention d'une guerre nucléaire. Ce fonds

pourrait favoriser la recherche sur les problèmes internationaux les plus brûlants et contribuer à la formulation de projets portant sur les problèmes qui intéressent l'humanité tout entière, dont la lutte contre les nouvelles maladies mortelles.

Nous serions heureux pour notre part de voir la société soviétique participer activement - matériellement et intellectuellement - aux activités d'un tel fonds.

Je ne doute pas que le bon grain semé ici portera ses fruits. Les forces du militarisme, qui sont bien souvent synonymes d'ignorance et d'obscurantisme, ne sont pas toutes puissantes.

La naissance d'un mouvement de scientifiques pour la prévention du danger nucléaire, les interventions passionnées et extrêmement compétentes de médecins, d'écologistes, d'intellectuels et d'artistes, la création de divers rassemblements et associations antinucléaires, sont la preuve indiscutable que les esprits éclairés sont résolus à préserver la vie sur la terre, ce bien précieux dont nous sommes peut-être les seuls à jouir.

La politique et les sciences politiques sont bien représentées dans cette salle. Je me demande si nous pouvons, avec les connaissances et l'expérience que nous avons aujourd'hui, nous acheminer pas à pas vers l'instauration de relations internationales plus équilibrées et plus harmonieuses, vers l'établissement d'un système général de sécurité internationale sûr et égal pour tous? Pour moi, nous le pouvons et nous le devons.

C'est, je pense, l'espoir et le désir de trouver une réponse positive à cette question qui vous ont amenés, vous aussi, jusqu'à ce forum.

Dès 1922, (vous imaginez! il y a déjà 65 ans!), notre grand savant Vladimir Vernadsky lançait l'avertissement suivant : "Le temps n'est pas loin où l'homme maîtrisera l'énergie atomique, une source de puissance qui lui permettra de se forger une vie nouvelle et telle qu'il la souhaite... L'homme saura-t-il utiliser cette force pour son bien et non pour sa destruction? Apprendra-t-il à utiliser la puissance que la science ne manquera pas de lui donner? Les savants ne doivent pas fermer les yeux sur les conséquences possibles de leurs travaux de recherche et du progrès scientifique. Ils doivent se sentir responsables des effets de leurs découvertes. Ils doivent relier leurs travaux à l'amélioration de la situation de l'humanité tout entière".

Méditez un moment ses paroles. Auparavant, l'homme visait, sans arrière-pensée, à dompter les forces de la nature. A l'heure actuelle, envahir la nature sans en bien mesurer à l'avance toutes les conséquences, c'est risquer de la transformer en ennemi mortel de l'humanité. C'est ce que l'accident de Tchernobyl nous a rappelé lors d'une tragédie aux proportions relativement limitées. Mais la course aux armements nucléaires nous pousse inexorablement vers une tragédie universelle.

Pendant des siècles, les hommes ont recherché l'immortalité. Il est difficile d'accepter que nous soyons tous mortels. Mais supporter l'idée que l'humanité tout entière, que la raison humaine soient condamnées, cela, c'est impossible.

Malheureusement, dans notre génération, beaucoup se sont habitués aux armes nucléaires. Pour beaucoup, l'arme nucléaire est devenue une sorte d'idole qui exige sans cesse de nouveaux sacrifices. Certains vont jusqu'à déclarer que la course aux armements nucléaires est la garantie du maintien de la paix.

Les armes nucléaires ont hélas beaucoup contribué à façonner l'image de l'époque dans laquelle nous vivons. Les détruire ne signifie naturellement pas revenir à ce qui les a précédées. Rejeter la dissuasion nucléaire ne veut pas dire laisser le champ libre à l'aventurisme militaire.

Cette question n'est nullement oiseuse. D'aucuns diront que la réponse réside dans le perfectionnement d'autres composantes des forces militaires, à savoir les armes classiques. Cette solution est à la fois mauvaise et erronée.

L'humanité doit aborder l'ère postnucléaire avec des forces nouvelles, en ayant surmonté le mal nucléaire. Elle sera ainsi immunisée contre la violence et contre le désir d'imposer sa volonté aux autres. A l'heure actuelle, les relations internationales sont devenues des relations sans âme à cause du culte de la force et de la militarisation des mentalités. Il faut donc se donner pour tâche d'humaniser les relations internationales.

Cela est-il possible? Certains le pensent, d'autres non. A ce stade, il ne sert à rien d'en discuter. Je pense que les exigences de la vie finiront pas s'imposer. Les peuples, d'une manière générale, commencent à le comprendre. Ils se rendent compte déjà qu'il ne faut pas livrer de guerre nucléaire. Commençons donc par le premier pas, le pas important qui consiste à réduire les armes nucléaires et à s'abstenir de placer des armes dans l'espace. Prenons comme point de départ ce qui a été fait à Reykjavik et allons de l'avant. Et voyons comment cela se répercute sur le climat international. Personnellement, je pense que la confiance s'accroîtra et que de nouvelles perspectives de coopération s'ouvriront avec chaque nouveau pas que nous ferons. C'est ce à quoi doivent contribuer la démocratisation de la pensée à l'échelon international et la participation active, dans des conditions d'égalité et d'autonomie, de tous les Etats, grands, moyens et petits, aux affaires de la communauté mondiale.

Si l'on veut "humaniser" les relations internationales, il faut prendre les mesures qui s'imposent sur le plan humanitaire, notamment dans les domaines de l'information, des contacts humains, des échanges professionnels et autres. Cela contribuera à créer les garanties morales du maintien de la paix et, par là même, les garanties matérielles. L'agression à laquelle certains pays se livrent dans le domaine de l'information non seulement conduit à la dégradation morale mais entrave également les échanges normaux entre gens de différents pays ainsi que l'enrichissement culturel mutuel. Elle engendre l'hostilité et l'aliénation entre les peuples. Par contre, vous conviendrez avec moi qu'un peuple qui connaît et apprécie la culture et l'art des autres peuples ne saurait nourrir de sentiments hostiles à leur égard.

Mesdames et messieurs, camarades,

Devant le danger croissant d'une nouvelle relance de la course aux armements et l'exacerbation des problèmes régionaux et mondiaux, le temps se rétrécit comme une peau de chagrin. C'est pourquoi nous ne devons pas le gaspiller davantage en cherchant à l'emporter les uns sur les autres et à obtenir des avantages unilatéraux. L'enjeu est trop élevé puisqu'il s'agit de la survie de l'humanité; d'où la nécessité vitale de prendre en considération ce facteur décisif qu'est le temps.

Puissent les idées émises au cours de ce forum atteindre tous les coins de la terre, éclairer tous les esprits et élargir la compréhension mutuelle. Puissent vos efforts contribuer à l'édification d'un monde non violent et sans armes nucléaires pour préserver le caractère immortel de notre civilisation.
